

Antoine Socpa

## Les dons dans le jeu électoral au Cameroun\*

La manière dont les campagnes électorales se déroulent actuellement au Cameroun est assez particulière pour constituer un sujet de recherche scientifique<sup>1</sup>. En observant la campagne électorale pour le scrutin municipal du 6 janvier 1996, notre attention a été attirée par le fait que les responsables du parti politique au pouvoir offraient des dons aux populations venues assister aux meetings politiques<sup>2</sup>. Ces cadeaux étaient offerts dans le but immédiat de convaincre cet électorat potentiel de voter en faveur du parti au pouvoir. En réaction à un tel comportement, les principaux partis de l'opposition ont formulé des contre-consignes de vote afin de convaincre l'électorat de ne pas voter pour le parti au pouvoir. Finalement, les électeurs étaient écartelés et tiraillés de part et d'autre par les différentes forces politiques en présence, dans un jeu complexe de consignes et de contre-consignes de vote, de pressions et de contre-pressions, de requêtes et d'attentes. Sur la base d'une double observation attentive des développements politiques des années 1990 au Cameroun en général, et de la campagne électorale en

---

\* L'auteur remercie tous ceux qui ont lu, critiqué et commenté les différentes versions de ce texte.

1. L'emploi de certains mots et expressions de la langue parlée dans ce texte peut paraître redondant et impropre au goût du lecteur, mais il répond à un choix méthodologique. L'objectif voulu est de restituer les faits dans le langage utilisé par les acteurs sociaux.
2. Le code électoral camerounais condamne pourtant formellement de telles pratiques. L'article 116, alinéas c et d de la loi n° 91/020/ du 16 décembre 1991 fixant les conditions d'élection des députés à l'Assemblée nationale dispose : « Sont punis des peines prévues par l'article 123 du code pénal, alinéa c, ceux qui, par dons, libéralités, faveurs, promesses d'emplois publics ou privés ou autres avantages particuliers faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs, obtiennent leur suffrage soit directement, soit par l'entremise d'un tiers ; alinéa d, ceux qui, directement ou par l'entremise d'un tiers, acceptent ou sollicitent des candidats, des dons, libéralités, faveurs ou avantages cités en alinéa c. » Cette disposition s'applique à toutes les élections organisées jusqu'ici au Cameroun.

vue des élections municipales du 6 janvier 1996 en particulier, l'on peut dégager les consignes<sup>3</sup> et les contre-consignes de vote suivantes :

consigne 1 : « Mangez, buvez et votez pour notre parti ! »

consigne 2 : « Donnez-nous à manger si vous voulez que nous votons pour votre parti ! », « Ventre affamé n'a point d'oreilles ! »

consigne 3 : « Prenez, mangez et buvez, car ceci est votre argent ! Mais ne votez pas pour eux ! Ne votez pas pour celui qui nourrit sa poule<sup>4</sup> le jour du marché ! »

Ces consignes et contre-consignes de vote sont le reflet des rapports essentiellement clientélistes entre les partis politiques et l'électorat camerounais. Les développements politiques (alliances entre partis politiques, jeu électoral, redistribution des postes politiques et administratifs) et économiques (distribution inégale des ressources de l'État, disparités provinciales dans l'octroi des infrastructures de développement : écoles, routes, dispensaires, électrification et téléphonie rurales, etc.), depuis la restauration du multipartisme en décembre 1990, donnent la nette impression que l'art du politique se gère encore dans un « réfectoire ». Une telle image, déjà très perceptible dans les années 1980 avait obligé des observateurs avertis de la scène politique camerounaise et africaine à parler de la « politique du ventre » (Bayart 1989). Aujourd'hui encore, le métier de politicien continue d'être pour certains une passerelle pour opérer un véritable hold-up sur les ressources de l'État. Bien plus, dans un contexte de compétition politique où les politiciens sont face aux électeurs, la redistribution des ressources de l'État semble s'effectuer exclusivement à la tête du client électoral. Dans une analyse récente, Luc Sindjoun (1996 : 64-66) souligne que : « Le clientélisme n'a jamais été aussi actuel dans un contexte de théâtralisation du discours technocratique et légal-rationnel. La société de clientèle qui se généralise au Cameroun est une forme de "revanche" de l'État sur la crise. » C'est dire que la pratique du « don électoral » est devenue une réalité massive des développements politiques et qu'elle gouverne désormais les rapports entre marchands politiques et clientèle électorale, voire ethnique. Il faut distinguer les pressions alimentaires des pressions de types ethniques, même si elles se complètent. Les « pressions ethniques » consistent-elles à demander aux électeurs de voter pour leur « frère » ou pour celui qui les

3. La consigne 1 est induite à partir du comportement intentionnel des donateurs de cadeaux ; il n'est pas, par conséquent, un slogan réel de campagne. Elle est formulée sur la base du comportement généreux et intentionnel des responsables politiques qui offrent des cadeaux aux électeurs. Par contre, les consignes 2 et 3 sont effectivement des slogans réels de campagne électorale.

4. L'expression « nourrir sa poule le jour du marché » est un langage populaire codé qui traduit le fait de « s'intéresser à une personne uniquement au moment où l'on a besoin d'elle ». Dans ce contexte, les hommes politiques qui ont besoin des suffrages des populations pour gagner les élections se doivent, pour leur propre intérêt, de bien les ménager.

parraine ? Quant aux « pressions alimentaires » elles se résument soit à offrir à manger et à boire à son électorat, soit à promettre la nomination d'un fils de la localité à un poste important dans les hautes sphères de l'État, soit encore à entrevoir la réalisation d'une infrastructure de développement afin d'obtenir ses suffrages. En somme la « pression ethnique » utilise la stratégie de la corruption morale alors que la « pression alimentaire » déploie l'arme de la corruption matérielle.

### Essai de définitions du « don » et du « don électoral »

Dans son sens courant ou étymologique, le mot « don » est synonyme d'offre. Une personne (x) peut faire un don à une autre personne (y) en signe d'amitié, de sympathie, ou pour l'assister lorsque celle-ci est dans le besoin. Dans la société traditionnelle africaine le don est un mécanisme fondamental de régulation des liens sociaux ordinaires et de ceux relatifs à la parenté (Nicolas 1986 ; Mauss 1950). En tant que forme d'échange, le « don » suppose aussi le « contre-don », qui est un don en retour (renvoi d'ascenseur) en vue de renforcer l'amitié. Par rapport à cet essai de définition du don, comment définir le « don électoral » ?

Dans le contexte de notre recherche, le phénomène du « don électoral » peut se comprendre aisément à partir de la problématique du *politics na njangui*<sup>5</sup>. Nous empruntons cette boutade à Simon Achidi Achu, ancien Premier ministre du Cameroun de 1992 à 1996. Pour lapidaire, folklorique et plaisante qu'elle paraît, cette boutade n'est pas pour autant erronée, bien au contraire ; c'est un slogan révélateur dont on ne peut mesurer l'importance qu'en essayant de mieux comprendre le message qu'il véhicule. D'emblée, cela veut dire que le jeu politique est un échange, mieux, un troc entre les populations et un parti politique. « À soutien politique égal, récompense égale ! », telle semble être l'idée principale de la notion du « *njangui* politique ». Autrement dit, si les populations d'une région donnée veulent des routes, de nouvelles unités administratives, des écoles, des centres de soins de santé, etc., elles doivent apporter un soutien total et indéfectible au parti politique au pouvoir. En son temps, cette notion de *politics na njangui* a tellement fait fortune qu'elle a attiré l'attention de quelques recherches récentes sur les développements politiques au Cameroun (Konings & Nyamnjoh 1997 ; Sindjoun 1996). Et, Luc Sindjoun (1996 : 65) souligne à juste titre : « *Politics na njangui* signifie littéralement que "la politique, c'est la tontine". En d'autres termes, la politique, c'est le donnant-donnant, ce qui suppose une solidarité spontanée ou obligée entre partenaires : ici, l'État et la société. Dans le contexte d'élections concurrentielles, les réalisations de

5. Expression en langue pidgin (langue qui consiste en un mélange de l'anglais, du français et parfois des langues africaines. Le pidgin est couramment parlé au Cameroun.

l'État dans les localités sont désormais conditionnées par le soutien électoral apporté aux candidats de l'ex-parti unique ou doivent entraîner une adhésion au régime. » C'est dire que le principe du *politics na njangui* systématise la pratique du « don électoral », qui devient par conséquent le principal régulateur des rapports entre le parti-État au pouvoir, ses représentants et la société civile.

### Lieux d'étude et méthodes de collecte des données

La pratique du « don électoral » s'observe sur l'ensemble du territoire national camerounais. Mais, par souci de concision, l'observation approfondie du phénomène s'est limitée aux villes de Yaoundé et de Douala. Toutefois, les impératifs de l'analyse pourront nous amener à faire allusion à d'autres exemples. Le choix de ces villes tient à deux raisons : ce sont, au niveau de l'effervescence politique et de la démographie, les deux plus importantes villes du Cameroun<sup>6</sup>. À cause de cette concentration démographique, des grandes tendances ethniques de leurs populations et des enjeux de pouvoir politique (Yaoundé est la capitale politique) et économique (Douala est la capitale économique) ; elles sont, sur le plan électoral, des pôles stratégiques pour les partis politiques en compétition.

L'usage du « don électoral » a été observé de façon intensive durant les deux semaines consacrées à la campagne électorale. L'observation des meetings électoraux, le suivi des émissions baptisées « expression directe des partis politiques », à la radio et à la télévision, sont devenus nos principales sources d'inspiration. Nos données ont été complétées par des entretiens informels avec quelques responsables politiques et militants des principaux partis politiques. Les observations et les entretiens nous ont permis d'élaborer et de formuler les intentions non dévoilées des responsables des partis politiques qui offrent des cadeaux. De même, l'audition et l'observation du comportement des électeurs ont aidé à formuler leurs attentes. À Yaoundé, les meetings des partis politiques RDPC, UNDP et SDF<sup>7</sup> ont été couverts dans les quartiers Obili, Messasi, Carrière, Melen, Mvog-Ada, Mvog-Mbi et Biyem-Assi. À Douala, l'observation s'est focalisée sur les meetings des mêmes partis politiques dans les quartiers New-Bell et Bépanda. L'on peut, par conséquent dire que le phénomène du « don électoral » se manifeste surtout dans un contexte de multipartisme, donc de compétition entre plusieurs formations politiques.

- 
6. Les projections effectuées à partir des résultats du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 1987 estiment le nombre d'habitants de ces villes à 1 321 100 personnes pour Douala et 1 218 600 habitants pour Yaoundé.
  7. Le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais), l'UNDP (Union nationale pour la démocratie et le progrès), le SDF (Social Democratic Front) sont les principales forces politiques du Cameroun au cours des années 1990.

## Genèse et description du « don électoral »

Il n'est pas aisé de situer dans le temps la genèse de la pratique d'offre intentionnelle des cadeaux aux électeurs. Il n'est pas exclu qu'elle ait existé lors des précédentes consultations électorales organisées au Cameroun avant et après les Indépendances. Selon nos informateurs, le phénomène du « don électoral » a été observé en 1987, à l'occasion des premières élections à candidatures multiples au sein du parti unique, le RDPC<sup>8</sup>. Au lendemain de la restauration du multipartisme au Cameroun, en 1990, la pratique d'offre des cadeaux aux électeurs a été amplement observée lors des élections législatives (mars 1992) et présidentielles (octobre 1992). Les images de ces campagnes électorales diffusées par la Cameroon Radio and Television (CRTV) sont une excellente source d'informations et de témoignages sur la reconstitution de ce phénomène. Elles nous présentent en effet de hauts responsables du parti au pouvoir (ministres, directeurs des sociétés d'État, etc.) s'exerçant dans la distribution des billets de banque (500 et 1 000 francs CFA, soit 5 et 10 FF) aux populations à l'occasion des meetings électoraux.

## Nature et intention des dons électoraux

Hormis les promesses en dotation d'infrastructures de développement, des produits alimentaires et vestimentaires, des gadgets et des pacotilles de toutes sortes sont offerts aux populations pendant les périodes électorales. Ce sont, pour l'essentiel, de la viande (bœuf, mouton et chèvre), du poisson fumé, du riz, du vin rouge, de la bière, des liqueurs, des pagnes, des tee-shirts à l'effigie du parti, des casquettes, des écharpes, des porte-clés, etc. Bien plus, dans l'intention manifeste d'amener les populations à leur accorder leurs suffrages, les hommes politiques prennent l'engagement ferme de trouver des solutions immédiates aux doléances des populations : tel est le cas du canular fait sur le rapatriement de la dépouille mortelle du président Ahmadou Ahidjo au Cameroun. En effet, depuis que le premier président de la République du Cameroun, Son Excellence Ahmadou Ahidjo est mort, en exil, en novembre 1989 au Sénégal, les populations de sa région natale (Garoua) ont toujours exprimé le souhait que ses restes soient rapatriés. Cette doléance, vivement exprimée dans les années 1990-1992, et récupérée par certains partis politiques de l'opposition tels que l'UNDP et le SDF, n'avait

8. En 1985 l'ancien parti unique du Cameroun, dénommé Union nationale camerounaise (UNC), est rebaptisé Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) par le nouveau chef de l'État, Paul Biya, qui, à cette occasion, promet des réformes au sein du parti unique et notamment l'institution des candidatures multiples pour la désignation des responsables des organes de base du parti. C'est sur la base de ces réformes que des élections à candidatures multiples seront organisées en 1987. Pour d'amples informations à ce sujet, se reporter aux travaux de MBUYINGA (1989) et MBOCK (1990).

jamais retenu l'attention du gouvernement. Mais, à la veille de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 10 octobre 1992, le président Paul Biya, en visite officielle pré-électorale à Garoua, annonçait, à la surprise générale et à la grande satisfaction des populations, que « toutes les dispositions seraient prises dans de brefs délais pour ramener au Cameroun les restes du président Ahmadou Ahidjo, son "illustre prédécesseur" ». Mais, jusqu'à ce jour, rien n'a été fait dans ce sens. Dans cette région où sa cote de popularité était en baisse, Paul Biya, pour éviter une contre-performance de son parti, et en même temps essayer de rallier les Foulbé (groupe ethnique de la même origine que Ahmadou Ahidjo) à sa cause, avait joué la carte des promesses politiques.

Tel est le cas encore d'une pratique devenue banale : l'expression de la générosité du chef de l'État, ou de son épouse, envers les malades, les lépreux ou les sinistrés. Au-delà de son aspect humanitaire, cette remise de dons semble s'inscrire dans le registre des corruptions morale et matérielle des populations. Une telle perception repose sur l'aspect sélectif de la distribution. En effet, les régions qui bénéficient des largesses du couple présidentiel ne semblent pas toujours neutres sur les plans politique et électoral. Il est rare que ces dons soient offerts aux populations des régions favorables aux partis d'opposition, à l'exemple des provinces de l'Ouest, du Nord-Ouest, des villes comme Douala et Garoua.

Ces exemples doivent être complétés par ceux des partis de l'opposition, si l'on tient compte du fait que le parti au pouvoir n'est pas le seul à offrir des cadeaux et à faire des promesses. Sans doute par manque de moyens financiers importants pour organiser des festins en l'honneur des électeurs, les partis politiques de l'opposition font surtout des promesses : en 1992, Dakolé Daïsalla, leader du Mouvement pour la défense de la République (MDR), promettait aux électeurs la création de nouvelles unités administratives. Bello Bouba Maïgari, président de l'UNDP, promettait la reclassification des chefferies traditionnelles dans le Nord-Cameroun. Dans le Noun, où les populations sont en majorité musulmanes et paysannes, Ndam Njoya avait utilisé l'alibi de l'achat du café pour implanter son parti politique, l'Union démocratique du Cameroun (UDC). Enfin, le concept du « changement », véhiculé par l'opposition politique camerounaise, en général, et par le SDF, en particulier, renferme une panoplie de promesses et de réformes formulées à l'intention de l'électorat dans le simple but de gagner sa confiance. Il est entendu que ces promesses ne peuvent être réalisées que dans l'hypothèse où les partis politiques qui les formulent accèdent au pouvoir. Il est donc clair qu'à défaut des projets de sociétés viables, le fait de donner de la nourriture est devenu une arme électorale d'appoint à l'appel ethnique (Nkwi & Socpa 1997), jusque-là utilisée dans le jeu politique camerounais depuis les premières élections à candidatures multiples de 1992. Les dons aux électeurs s'inscrivent dans le registre des techniques de fraude électorale déjà répertoriées au Cameroun. Celles-ci vont de l'intimidation à la création des bureaux de vote fictifs en passant par le bourrage des urnes, l'inégale

répartition des sièges à pourvoir, l'inscription sélective sur les listes électorales, le déplacement des bureaux de vote le jour du scrutin, etc. Sur le terrain de l'action politique, la technique du « don électoral » se manifeste par un choc des consignes et des contre-consignes de vote.

Dons et consignes de vote :

« Mangez, buvez, et votez pour mon parti ! »

En plus des différents cadeaux répandus, de l'argent frais est quelque fois distribué au cours des bains de foule, lors des meetings, ou donné pour récompenser les groupes de danses traditionnelles invités pour animer la cérémonie. À la fin du meeting, les participants sont conviés à boire et à manger. Lors de cette réception, les émissaires du parti en campagne prennent soin de dire à leurs invités que les cadeaux sont un don du chef du parti : « Le chef nous a demandé de vous dire qu'il pense à vous. Les temps sont durs (référence à la crise économique), mais voici ce qu'il vous offre en signe de reconnaissance et d'amitié. Il vous demande de lui faire confiance une fois de plus. Il promet d'apporter des solutions à vos doléances... »<sup>9</sup>.

Ces émissaires demandent ensuite au chef de quartier, ou à son représentant, de rassembler les doléances des populations, lesquelles seront soumises au comité central du parti pour être transmises immédiatement « à la haute attention » du chef du parti. À toutes ces consignes de vote accompagnées des divers dons, les partis politiques rivaux opposent des contre-consignes et, parfois, des promesses.

Dons et contre-consignes de vote :

« Mangez et buvez, mais ne votez pas »

Les partis politiques de l'opposition utilisent leur propre meeting comme lieu de dénonciation de la pratique des dons, leur temps d'antenne à la télévision et à la radio — pour ceux qui y ont accès —, la méthode du porte-à-porte ou les colonnes des journaux locaux. Coincés entre les dons qui tombent telle une manne du ciel sur des populations en proie aux problèmes de survie immédiate, et incapables d'en offrir comme le fait le parti au pouvoir, les principaux partis de l'opposition ont adopté tour à tour les attitudes suivantes : consignes de refuser des dons, consignes d'accepter les dons, consignes de les utiliser. Ces attermoissements de la population et des partis politiques de l'opposition se résument ainsi :

9. Toutes les citations (consignes et contre-consignes de vote) qui figurent dans cette section proviennent des enquêtes personnelles effectuées de décembre 1995 à janvier 1996.

- « Ils veulent acheter vos consciences. N'acceptez pas les dons. »

Dans cette phase du refus des dons, les populations elles-mêmes étaient divisées. Une partie voulait bien accepter les dons alors qu'une autre ne le voulait pas. Cette ambivalence avait créé une situation de méfiance et d'insécurité. Ainsi, toute personne qui recevait ou refusait un don était étiquetée. Certaines personnes ont même été agressées pour avoir reçu un don ou pour l'avoir refusé.

- « Prenez les dons, mais ne les utilisez pas ; jetez les. »

Toujours sur recommandation des partis de l'opposition, les populations acceptent les dons. Les boissons sont souvent consommées sur place, mais quelques sceptiques préfèrent les verser dans des récipients de fortune pour les boire chez eux. Ce comportement s'apparente à celui observé ailleurs dans le pays, notamment dans les villes et les villages des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest bamiléké (régions dont les populations se sont illustrées par leur hostilité au RDPC). Dans ces régions en effet, les pagnes, les tee-shirts et les casquettes sont soigneusement conservés dans un endroit caché, ou utilisés de manière inadéquate : les tee-shirts sont utilisés comme chiffons, servent à habiller des animaux en divagation (chèvres, chiens) ou sont banalisés avant d'être portés. Dans ce dernier cas, l'effigie du chef du parti, reproduite sur le vêtement, est soigneusement effacée à l'eau de Javel. Ces attitudes ont cependant évolué très rapidement et les responsables des partis de l'opposition ont demandé aux populations de prendre les dons et de les consommer.

- « Prenez et mangez, car ces dons sont l'argent de vos impôts, du pétrole<sup>10</sup>... qu'ils ont volé. Mais ne votez pas. Seuls dans l'isolement, pensez à vos souffrances et votez pour le changement. »

Lors des élections municipales du 6 janvier 1996, les partis de l'opposition, presque tous à l'unisson, avaient demandé aux populations de prendre les dons et de les consommer. Il n'est pas exclu que ces partis politiques leur aient même prescrit de réclamer des cadeaux au parti au pouvoir. En fait, les populations des zones électorales stratégiques, comme Douala et Yaoundé, avaient tendance à demander des rançons aux responsables du parti au pouvoir. Cette attitude quémandeuse peut se résumer par les formules suivantes retenues dans les propos de ces populations pendant et après les meetings : « Est-ce qu'il y aura à boire ? », « Tu as bien parlé ! Mais est-ce qu'on mange les paroles ? », « Si tu veux que nous soyons avec toi, parle bien » (« parler bien » est un langage codé. Dans ce contexte, il veut dire donner à boire et à manger), « Ventre affamé n'a point d'oreille ! »

Il est possible de situer dans le temps ces différentes attitudes : les consignes du refus des dons se situent entre 1991-1992. Cette période historique

10. Le Cameroun est un pays producteur de pétrole. L'opinion publique affirme que les revenus de cette exploitation ne profitent qu'à une poignée de dirigeants.

correspond à l'introduction du multipartisme et à l'organisation des premières élections législatives et présidentielles à candidatures multiples. Les phases d'acceptation et de réclamation des dons vont de la fin de l'année 1993 à nos jours, et les moments les plus importants sont les campagnes électorales de 1996 (élections municipales) et 1997 (élections législatives et présidentielles).

La progression dans les attitudes des leaders de l'opposition vis-à-vis du traitement à réserver aux dons est fortement conditionnée par les comportements des populations. Un fait important mérite d'être relevé : les réactions des populations à l'égard des contre-consignes de vote, que véhiculent les partis d'opposition, varient d'une ville à l'autre. Dans bien des cas, elles dépendent de l'origine ethnique de ces populations.

S'il est vrai que les hésitations des populations entre l'acceptation du don et sa consommation sont prescrites par les partis politiques de l'opposition, il n'en demeure pas moins que leur succès dépend de l'influence réelle de ces formations politiques ou de leurs leaders. En réalité, aussi bien à Douala qu'à Yaoundé, les populations sans distinction d'origine ethnique veulent bien porter les tee-shirts, pagnes, casquettes et écharpes des partis politiques, mais elles ont en général peur de la sanction sociale. Ces populations ont peur pour leur propre sécurité, celle de leur famille et de leurs enfants. Cette crainte des représailles sociales varie d'une ville à l'autre ; elle est aussi fonction du poids politique réel, ou supposé, des principaux partis politiques dans ces localités. En général, tout individu qui portait un tee-shirt ou un pagne sur lesquels étaient imprimés les emblèmes d'un parti était directement assimilé à un militant de celui-ci. Il en est de même pour tout ce qui est peint aux couleurs adoptées par les partis politiques. L'observance ou non des consignes et contre-consignes de vote prescrites par les partis politiques suit donc des trajectoires différentes et semble être dépendante des tendances ethniques des populations des deux villes.

Dans la plupart des cas, les populations originaires des fiefs électoraux de l'opposition participent avec véhémence aux meetings électoraux organisés par le parti au pouvoir, acceptent et consomment les dons, mais ont tendance à ne pas accorder leurs suffrages à celui-ci. Les résultats des élections municipales de janvier 1996 à Douala, largement favorables au SDF, confirment ce constat. Cette ville, comme nous l'avons relevé plus haut, est peuplée, en majorité, des populations favorables à ce parti. Au cours de cette campagne électorale, de nombreuses personnes, un peu ivres, s'éloignaient des lieux des meetings électoraux organisés par les responsables du RDPC, en fredonnant parfois à haute et intelligible voix les couplets suivants : « Mangeons le RDPC, mais votons pour le SDF, l'UNDP, l'UPC, etc. », « Nous avons bu gratuitement ! Vous n'aurez pas nos voix ! Allez dire ! »

Ces propos moqueurs faisaient certainement écho aux contre-consignes de vote prescrites par les partis de l'opposition en ces termes : « Mangez et buvez, mais ne votez pas le RDPC... car c'est votre argent ! », « Hier vous aviez faim et soif, vous étiez malades, ils (les gens du parti au pouvoir) ne

vous ont rien donné. Aujourd'hui, parce qu'ils ont besoin de vos suffrages, ils vous donnent à boire, à manger... Soyez réalistes ! », « Ne votez pas pour la personne qui "nourrit sa poule le jour du marché" ! »

Quels effets ces prescriptions ont-elles eu sur les comportements électoraux à Douala et à Yaoundé ? Les résultats électoraux ont-ils été influencés par les consignes et les contre-consignes de vote prescrites par le parti au pouvoir d'une part, et par les partis de l'opposition d'autre part ?

### Consignes, contre-consignes de vote et résultats électoraux à Douala

Au terme des élections municipales, les résultats largement favorables à l'opposition montrent *a priori* que les recommandations de l'opposition ont été suivies à la lettre par la majorité des électeurs. En fait, les suffrages des six communes de la circonscription électorale du département du Wouri (dont Douala est le chef-lieu) ont été remportés par les listes du SDF. Aucune commune n'a été gagnée par le parti au pouvoir qui avait pourtant renforcé sa campagne électorale par la stratégie des dons aux populations. Face à cette situation, l'on peut chercher à connaître les raisons de la défaite du parti au pouvoir. Est-elle le résultat des contre-consignes formulées par les partis politiques de l'opposition, ou tient-elle au fait que la majorité des habitants de Douala sont originaires des régions ethniques que l'on dit acquises au SDF ? Le choix des électeurs de cette ville, en faveur d'un parti de l'opposition, peut-il être considéré comme un vote conscient et objectif ? Il faut en douter. Sans vouloir apporter des réponses claires et précises à ces questions, l'on peut malgré tout indiquer quelques pistes de réflexions. En raison du poids démographique des populations originaires des provinces de l'Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest à Douala (environ 80 % de la population totale), cette ville est très vite perçue comme étant un fief électoral pour le SDF (ce parti y avait obtenu 67 % des suffrages lors de l'élection présidentielle de 1992). Aussi n'est-il pas surprenant que les dons offerts par le RDPC n'aient pas produit l'effet escompté. Cette pensée a poussé de nombreux observateurs à admettre que le RDPC a été victime d'un vote ethnique et que les électeurs auraient donc exprimé leurs suffrages en faveur du SDF pour la simple raison qu'ils ont des affinités culturelles et ethniques avec les responsables politiques de ce parti. Cette interprétation peut paraître naïve, mais elle n'est pas pour autant erronée. Elle se fonde sur un constat simple et frappant : l'expérience montre en effet que les électeurs qui reçoivent des cadeaux et ne tiennent pas leurs promesses (n'expriment pas leurs suffrages en faveur du RDPC) sont presque toujours originaires des régions ethniques acquises aux principaux partis de l'opposition (SDF, UNDP, UPC). Par contre, dans les régions où le parti au pouvoir est supposé avoir un « soutien naturel » des populations, les résultats électoraux sont toujours exprimés en sa faveur. Dans le contexte du Cameroun, ces régions-là corres-

pondent géographiquement aux provinces du Centre, Sud et Est-Cameroun et appartiennent au grand ensemble culturel des peuples dits de la forêt. Et c'est précisément de cette aire culturelle que sont originaires la majorité des responsables politiques influents du RDPC.

### Consignes, contre-consignes de vote et résultats électoraux à Yaoundé

Les résultats électoraux à Yaoundé ont été proclamés en faveur du parti au pouvoir, mais dans un climat de tension extrême. En effet, ces résultats, ainsi que toute la procédure électorale, ont été fortement contestés à l'unisson par la quasi-totalité des partis de l'opposition. Cette ambiance de *forcing* électoral, faite de fraude massive et intentionnelle en faveur du parti au pouvoir, n'autorise pas objectivement à comparer le cas de la ville de Yaoundé à celui de Douala<sup>11</sup>. En réalité, dans les villes et villages des provinces du Centre, Sud et Est, d'où sont originaires les principaux responsables du RDPC, ceux-ci ne ménagent aucun effort pour que les résultats officiels des élections confirment le soutien indéfectible des populations à leur parti politique. Ces pontes du parti-État, jouissant par ailleurs d'une forte affiliation ethnique avec le principal leader du parti au pouvoir, reçoivent pour leur opération de fraude électorale la bénédiction et le soutien avéré du personnel du ministère de l'Administration territoriale, alors responsable de l'organisation des élections. Dans la plupart des cas ce soutien politique que seuls les résultats électoraux légifèrent est factice, en tout cas, moins évident qu'il y paraît. Ce supposé soutien politique est souvent construit de toutes pièces par les élites politique, intellectuelle et administrative à des fins égoïstes et personnelles. De telles manœuvres induisent en erreur les observateurs qui pensent trop rapidement que les choix électoraux se font sur une base ethnique, confirmant ainsi la thèse de l'influence de l'attachement ethnique sur les comportements politiques. Une telle thèse peut être créditée d'une part de vérité, mais elle ne peut, à elle seule, expliquer les choix électoraux des populations, du moins dans les exemples concernés par cette étude. Au regard des comportements électoraux au Cameroun, on doit malheureusement admettre que les choix idéologiques des électeurs sont fortement influencés par les pressions alimentaires et ethniques dans les conditions actuelles de rareté matérielle (Mbembe 1996).

Pour les cas de Douala et Yaoundé, retenus dans cette étude, l'enchevêtrement de maints facteurs impropres à un jeu démocratique transparent,

11. Hormis la marche de certains membres de la communauté « Sawa » (groupe ethnique de la zone côtière du Cameroun) protestant contre l'« invasion » des « Anglo-Bamiléké » (groupes ethniques bamiléké des provinces de l'Ouest francophone et du Nord-Ouest anglophone du Cameroun), au lendemain de ces élections municipales de janvier 1996, les résultats électoraux de Douala n'ont pas été contestés en eux-mêmes, ni par les partis politiques locaux, ni par le RDPC.

telles les fraudes électorales massives, les intimidations et les pressions de toutes sortes, est déroutant. Nous sommes en face d'un dilemme : si le vote exprimé en faveur des partis de l'opposition est considéré comme une sanction des populations de Douala (hormis toute considération de liens ethniques qu'elles entretiennent avec ces partis politiques) à l'endroit du parti au pouvoir, il reste cependant difficile de comprendre pourquoi des populations (notamment celles originaires des mêmes régions que certains responsables du parti au pouvoir) maintenues dans des conditions de paupérisation rampante continuent à apporter un soutien indéfectible (dans l'hypothèse où ce soutien n'est pas positif) à un système politique dont elles sont les victimes et refusent ainsi d'administrer, par la voie des urnes, une sanction appropriée à leur bourreau. L'on en vient, face à l'immensité de la misère dans laquelle croupissent certaines populations, à croire que leur vote a été effectivement détourné ; mais pour quelles raisons ne dénoncent-elles pas le vol de leur suffrage ? Peut-être par réflexe de sentiment d'appartenance ethnique.

Le phénomène du « don électoral » est si envahissant et prépondérant dans le jeu politique camerounais que ses stigmates débordent le cadre des rapports entre les individus, les groupes ethniques et les partis politiques. L'expérience montre que la pratique du « don électoral » est le dénominateur des alliances entre partis politiques, de même qu'elle est l'unité de mesure de la sanction et de la récompense politiques.

### Dons et alliances politiques

Les dons jouent un rôle essentiel dans la formation des alliances politiques. La corruption de certains leaders politiques au Cameroun fait l'objet de fréquents débats. Il est communément admis que ceux-ci reçoivent des sommes d'argent pour fusionner leur parti avec le parti au pouvoir, ou pour déstabiliser un parti politique bien implanté dans une région à enjeu électoral important. Cela semble souvent se vérifier par certains revirements spectaculaires dans le comportement et les déclarations publiques de certains hommes politiques. Il est courant que des individus changent de temps à autre de parti politique au cours d'une même année, et surtout à la veille des échéances électorales. Ce papillonnage idéologique laisse perplexe et incite à croire, en l'absence de mobiles valables, que les leaders d'opinions, politiciens, militants des partis d'opposition sont des affamés. Ils ne feraient donc de la politique que pour satisfaire leurs besoins matériels immédiats. Quelques cas flagrants d'alliances politiques méritent d'être analysés ici.

L'alliance politique entre le MDR, petit parti de souche kirdi, et le RDCP au lendemain des législatives de 1992 (pour permettre à Paul Biya de se constituer une majorité parlementaire lui permettant de gouverner) semble s'expliquer par cette satisfaction des besoins primaires aux dépens des intérêts supérieurs des militants du MDR et de ceux de l'ensemble de l'opposition

camerounaise. Cette alliance est contre nature pour une raison fondamentale : au lendemain du coup d'État manqué d'avril 1984, Dakolé Daïssala, jusque-là directeur général de la Société des transports urbains du Cameroun (SOTUC) est arrêté et incarcéré sans jugement. À la faveur des pressions populaires des années 1989-1990, il est libéré avec d'autres prisonniers politiques. Dès sa libération, il fonde le MDR qui obtient six sièges aux élections législatives de mars 1992. Il répond favorablement à l'appel d'une alliance nécessaire au RDPC, pour se constituer une majorité au parlement camerounais. Sous réserve du fait que chaque formation politique a la liberté de faire alliance avec une ou plusieurs autres de son choix pour constituer une majorité et gouverner, cette alliance semble contre nature et surprenante. Elle ne repose objectivement sur aucune plate-forme idéologique commune, mais plutôt sur un échafaudage clientéliste relevant du registre de la « politique du ventre » dont parle J.-F. Bayart (1989).

Un autre exemple est l'alliance signée entre l'Union des populations du Cameroun (UPC) et le RDPC. Elle avait pour but de conforter la majorité présidentielle, afin de mieux contrecarrer toute initiative de l'UNDP. Et pourtant l'UPC et le MDR, en tant que formations politiques, ne tinrent leur force qu'à la suite des mouvements de revendication d'une grande partie du peuple camerounais entre 1990 et 1992. Hormis les querelles de susceptibilités historiques et culturelles entre le MDR et l'UNDP d'une part, et l'UPC et les autres partis de l'opposition du Sud-Cameroun d'autre part, on ne peut expliquer autrement que par la relation entre argent et politique, ce qui était alors des alliances contre nature noyées dans des pseudo plates-formes politiques qui ne sont connues de personne.

Enfin, au sein de l'UNDP, deux importants membres du comité central, Issa Tchiroma et Amadou Moustapha, étaient nommés au gouvernement à des postes-clés apparemment dans un double but : amener l'UNDP à faire partie de l'alliance et par conséquent avoir finalement un parlement sans opposition, et perturber sa stabilité politique en créant, en son sein, des conflits de *leadership* avec des répercussions directes sur ses militants et sympathisants. Après de fortes protestations et négociations, visant à obtenir la démission de ces cadres du gouvernement, l'UNDP les excluait de son sein. Quelques semaines après, les deux exclus fondaient l'ANDP (Alliance nationale pour la démocratie et le progrès), mais fort curieusement, ils continuèrent à exercer leurs fonctions ministérielles.

En réalité, le mécanisme des dons électoraux fonctionne de manière inclusive et exclusive. Il se développe donc des mécanismes d'incorporation et d'exclusion des individus et des groupes ethniques dans la sphère d'influence du parti-État qui n'accorde ses privilèges qu'à ceux qui le soutiennent. Vu sous cet angle, le phénomène du « don électoral » devient une autre manière pour l'État d'entretenir des rapports clientélistes avec la société civile (Bayart 1986 ; Haberson *et al.* 1994). Dans le contexte particulier de la compétition politique entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition, les rapports entre l'État et la société civile deviennent plus difficiles

en raison de l'intervention des mouvements de contre-pouvoir qui, sans proposer une alternative immédiate et sérieuse aux besoins de cette société civile, disposent tout de même d'une emprise sur elle. C'est ainsi que les « dons électoraux » interviennent dans le double rapport État/société civile et opposition politique/société civile à titre d'appâts utilisés délibérément afin de susciter la confiance de cette société civile et de la contrôler par la suite. En tant que véritable investissement politique, les dons deviennent pour le parti-État un critère de marginalisation ou d'incorporation de ses représentants et des groupes distincts de la société civile dans sa sphère d'influence et dans son circuit de développement. La sanction qui s'applique pour des raisons d'investissement improductif hante le quotidien des politiciens en campagne électorale, et c'est en cela que nombre d'entre eux conçoivent des stratégies de fuite afin d'éviter cette sanction. Celles-ci vont du détournement pur et simple des dons à la location des électeurs.

### Le détournement des dons

Les dons peuvent être détournés de deux façons : par les populations qui ne respectent pas leurs promesses, ou par les émissaires eux-mêmes qui ne remettent à qui de droit qu'une partie congrue de la dotation reçue. Il est arrivé des cas où, sentant qu'il était impossible d'amener les populations à soutenir le parti politique au pouvoir, les émissaires décidèrent d'organiser des mises en scène de distribution des dons, lesquelles furent filmées et diffusées à la télévision. Dans les deux cas, le détournement des dons constitue un moyen pour « manger » l'État (Bayart 1989 ; Médard 1990 et 1991). Les dons, en nature et en espèces, prélevés au trésor public ou dans les fonds des sociétés parapubliques à des fins électorales, ne parviennent pas entièrement à leurs destinataires. La relation entre le pillage des ressources de l'État et le statut de sociétés de bienfaisance, qui colle bien à nombre de partis politiques au pouvoir en Afrique, ne souffre d'aucune contestation. Les politiciens ruinent l'État et se ruinent eux-mêmes pour maintenir leurs privilèges au sein du système politico-économique. La mésaventure d'un chanteur camerounais illustre bien l'état de disgrâce qui, par un effet de boomerang, guette les politiciens qui reçoivent des dons du parti-État et qui sont incapables de lui apporter en retour le soutien électoral escompté : Lapiro de Mbanga (pseudonyme), chanteur camerounais émérite, avait atteint les cimes de sa gloire grâce à ses chansons traitant des problèmes sociaux quotidiens. Dans l'une de celles-ci, chantée en langue « pidgin-english », il entonnait avec emphase : « *Jonny four foot de damé na for secteur wéi you don tie hi...* » (« la chèvre broute là où elle est attachée... »), « *and na for dé wéi snake came bit hi* » (« et c'est là que le serpent vient la mordre »). Convaincu que sa popularité au sein de la population et surtout des couches sociales défavorisées, pouvait être facilement transformée en capital politique, mieux, en opium du peuple, Lapiro de Mbanga, de sa

propre initiative, ou probablement sous la pression monnayée de certains membres du gouvernement, prit la responsabilité de dénoncer et de se désolidariser de l'opération « villes mortes » lancée par la coordination des partis de l'opposition. L'appel radiodiffusé, qu'il lança de sa propre voix à cette fin, était assaisonné des propos injurieux à l'endroit des leaders de l'opposition. À sa grande surprise et à celle de ses commanditaires de qui il avait certainement reçu de l'argent frais, son appel en faveur de la cessation de l'opération « villes mortes » souleva plutôt une protestation générale. À Yaoundé et surtout à Douala, ses cassettes furent détruites. Repéré et pourchassé à Douala par ses « fans » d'hier, l'apprenti politicien n'eut la vie sauve que grâce à une intervention énergique des forces de l'ordre. Cependant, sa maison et son studio d'enregistrement reçurent la visite des vandales ; ses chansons furent censurées pour quelques années sur les ondes de la radio-télévision nationale. Le pauvre Lapiro de Mbanga fut contraint de s'exiler pour quelque temps. En somme, le chanteur était lui-même victime de sa chanson. Il avait usé de ses privilèges et de sa renommée pour tenter de trahir une partie du peuple, mais son entreprise échoua et ses fans d'hier le désavouèrent. La leçon à tirer ici est que Lapiro de Mbanga, accusé à tort ou à raison de trahison pour s'être désolidarisé d'une volonté populaire, fut méconnu par les siens et passa à la vindicte publique. Il fut également méconnu par ses commanditaires du parti-État parce que son action avait été improductive.

### La location des électeurs

Parce que le mauvais score du parti politique au pouvoir dans une localité est interprété comme un désaveu des élites du coin par les populations, et parce que c'est un motif suffisant capable d'entraîner la disgrâce des responsables politiques, ceux-ci organisent, entre autres techniques de fraude électorale, des « charters de votants » ou louent des « électeurs internationaux » pour aller voter dans leur village d'origine. Ces deux phénomènes sont si importants qu'ils méritent d'être soulignés dans le cadre de cette étude.

Les « charters de votants » sont l'une des marques singulières du processus électoral au Cameroun. Il consiste dans le fait que certains « barons du régime » (élite fortement affiliée au pouvoir politique en place) recrutent des individus — généralement des étudiants —, des hommes en uniforme (policiers, gendarmes et militaires déplacés pour, dit-on, assurer ou renforcer la sécurité dans les zones électorales névralgiques), des chômeurs, et les emmènent par convois dans leur région natale au moment des scrutins électoraux. Là, ces étranges électeurs votent en faveur du parti politique de ces « barons » et reçoivent en retour de l'argent ou des promesses de recrutement dans une école de formation professionnelle.

L'expérience des « électeurs internationaux » s'observe dans les régions limitrophes du Cameroun avec les pays voisins et principalement dans la

partie septentrionale du Cameroun. Elle consiste à faire venir des populations du Tchad et du Nigeria pour prendre part aux opérations de vote en territoire camerounais. Plusieurs facteurs la rendent possible : la porosité des frontières, la libre circulation des hommes et des biens, la présence au Cameroun, au Nigeria et au Tchad des groupes ethniques dont la séparation territoriale artificielle résulte de la colonisation, l'absence du contrôle effectif des États sur ces populations (on rencontre des personnes avec deux nationalités, donc possédant deux cartes d'identités, une camerounaise et l'autre tchadienne ou nigériane). Ce phénomène explique en partie les affrontements ethniques entre populations arabes Choa et Kotoko (29-31 janvier 1992) pendant le renouvellement des listes électorales (Tribus sans frontières 1992).

La pratique des « charters de votants » et des « électeurs internationaux » explique l'augmentation subite de la population de certaines localités le jour du scrutin et justifie le refus manifeste de publier les listes électorales au moins une semaine avant le jour du vote conformément au code électoral. Un effort volontaire est donc fait par les émissaires des partis politiques pour fausser le jeu électoral, non pas seulement pour le plaisir de la hiérarchie du parti politique, mais aussi et surtout pour sauvegarder leurs places et privilèges parfois exorbitants dans les structures du parti et de l'État. Dans ces conditions, la peur de perdre les élections les amène à des fraudes massives (bourrage des urnes, installation des bureaux de vote non réglementés et fictifs) qui, dans la plupart du temps, ne sont même pas connues des instances de leur formation politique.

\*

La présente réflexion sur le rôle des dons dans le jeu électoral au Cameroun ne prétend pas épuiser ce sujet. Elle ouvre au contraire de nouvelles perspectives pour des recherches plus approfondies. Dans cette étude, nous avons essayé tout simplement de comprendre les mécanismes de fonctionnement du don comme technique électorale. Toutes proportions gardées, le « don électoral » fait partie des recettes anti-démocratiques qu'affectionnent certains politiciens africains. Les partis politiques impopulaires se servent en effet de ces dons pour ramener ou maintenir les groupes sociaux dans leur sphère d'influence. Au moment où le phénomène du « don électoral » prend de l'ampleur, il faut craindre ses effets négatifs sur le processus démocratique en cours en Afrique. Face aux populations maintenues et entretenues dans des conditions de survie précaire, la recette alimentaire est un piège visant à les apprivoiser et à les transformer en bétail électoral. Mais l'expérience camerounaise du « don électoral » nous enseigne que cette pratique n'apporte pas toujours les résultats escomptés. Certains électeurs acceptent les dons mais ne tiennent pas leurs promesses, alors que d'autres les tiennent. L'échec de la technique du « don électoral », dans certaines régions, et son succès dans d'autres, semble indiquer clairement les limites d'une

telle stratégie comme méthode de campagne électorale par excellence. Les variations régionales que cette étude relève dans les comportements électoraux par rapport aux dons reçus peuvent aider à l'élaboration des trajectoires d'interprétation et de vécu du fait démocratique au Cameroun.

*Centre for Non-Western Studies (CNWS), Leiden University, Leiden.*

## BIBLIOGRAPHIE

BAYART, J.-F.

1986 « Civil Society in Africa », in P. CHABAL, ed., *Political Domination in Africa : Reflections on the Limits of Power*, Cambridge, Cambridge University Press : 109-125.

1989 *L'État en Afrique*, Paris, Fayard.

HABERSON, J., ROTHCHILD, D. & CHAZAN, N.

1994 *Civil Society and the State in Africa*, Boulder, Lynne Rienner.

KONINGS, P. & NYAMNJOH, F.

1997 « The Anglophone Problem », *The Journal of Modern African Studies*, 35 (2) : 207-229.

MAUSS, M.

1950 « Essai sur le don », in M. MAUSS, ed., *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF : 145-279.

MBEMBE, A.

1996 « Une économie de prédation. Les rapports entre la rareté matérielle et la démocratie en Afrique subsaharienne », *Foi et Développement*, 241 : 1-8.

MBOCK, C.-G.

1990 *Cameroun. Le défi libéral*, Paris, L'Harmattan.

MBUYINGA, E.

1989 *Tribalisme et problème national en Afrique noire. Le cas du Cameroun : contribution à l'étude de la question des nationalités et du problème régional*, Paris, L'Harmattan.

MÉDARD, J.-F.

1990 « L'État patrimonialisé », *Politique africaine*, 39 : 25-36.

1991 « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in J.-F. MÉDARD, dir., *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala : 323-353.

NICOLAS, G.

1986 *Don rituel et échange marchand dans une société sahélienne*, Paris, Institut d'ethnologie.

NKWI, P. N. & SOCPA, A.

1997 « Ethnicity and Politics in Cameroon. A Politic of Divide and Rule », in *Regional Balance and National Integration in Cameroon. Lessons Learnt and the Uncertain Future*, Monograph 1, Leiden-Yaoundé, ASC-ICASSRT : 138-149.

SINDJOUN, L.

1996 « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Politique africaine*, 62 : 57-67.

TRIBUS SANS FRONTIÈRES

1993 *Incidences des opérations électorales sur la cohabitation ethnique dans les provinces du Centre et du Sud*, Rapport d'étude n° 2 (non publié).

## RÉSUMÉ

Les campagnes électorales de la période des transitions démocratiques en Afrique subsaharienne se caractérisent par l'abondance des discours captivants et des promesses faits par les politiciens, le tiraillement des électeurs entre les partis de l'opposition et le parti au pouvoir, le choc des consignes et des contre-consignes de vote, des pressions et des contre-pressions, et finalement par une propension avérée des électeurs à monnayer leur droit de vote. Au lieu d'être des lieux de débats idéologiques, les campagnes électorales et politiques se déroulent plutôt dans une ambiance de « réfectoire ». Cette étude décrit les manifestations de cette pratique du « don électoral » au Cameroun, s'interroge sur sa rationalité, évalue son impact sur le comportement électoral et sur la formation des alliances entre le parti au pouvoir et les partis de l'opposition. Les festins électoraux ont la capacité de mobiliser de nombreuses personnes ; ils servent ainsi à légiférer la popularité du parti politique en amont tandis qu'en aval, ils servent de voile à la falsification des résultats électoraux.

## ABSTRACT

*Gifts in Cameroonian Election Campaigns.* — Election campaigns during the democratic transition in Africa to the south of the Sahara are characterized by the abundance of politicians' captivating speeches and promises. Voters are pulled back and forth between the party in power and opposition parties as calls are made to vote for one side or the other; and as the pressure heightens, voters tend to try to "cash in" on their vote. Instead of being a time for ideological debate, political campaigns tend to occur in a "mess hall" atmosphere. The practice of making "electoral gifts" in Cameroon is described; and questions are raised about the rationality underlying it. The impact of these practices on voters and on the forming of alliances between majority and opposition parties is assessed. By attracting many people, these "festivities" serve to measure the popularity of parties and, later on, cover up the fact that election results are falsified.

Mots clés/Keywords : Cameroun, don, démocratie, élection, multipartisme, partis politiques/Cameroon, gift, democracy, elections, multiparty politics, political parties.